



1968



Année internationale des
DROITS DE L'HOMME

Distr.
GENERALE
A/CONF.32/2
10 janvier 1968
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

CONFERENCE INTERNATIONALE DES DROITS
DE L'HOMME, 1968

PROJET DE REGLEMENT INTERIEUR

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de soumettre à la Conférence internationale des droits de l'homme le projet de règlement intérieur de la Conférence ci-joint, qui a été établi par le Comité préparatoire de la Conférence, constitué en application de la résolution 2081 (XX) de l'Assemblée générale. Le projet de règlement intérieur a été examiné par l'Assemblée générale et modifié par sa résolution 2339 (XXII) du 18 décembre 1967.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
<u>Chapitre premier. Représentation et pouvoirs</u>	
Article premier. Composition des délégations	5
Article 2. Suppléants ou conseillers	5
Article 3. Présentation des pouvoirs	5
Article 4. Commission de vérification des pouvoirs	5
Article 5. Participation provisoire à la Conférence	6
<u>Chapitre II. Président, Vice-Présidents, etc.</u>	
Article 6. Elections	6
Articles 7 et 8. Président	6
Articles 9 et 10. Président par intérim	6
Article 11. Remplacement du président	7
Article 12. Non-participation du président aux votes	7
<u>Chapitre III. Bureau</u>	
Article 13. Composition	7
Article 14. Remplaçants	7
Article 15. Fonctions	8
<u>Chapitre IV. Secrétariat</u>	
Article 16. Fonctions du Secrétaire général, du secrétaire exécutif de la Conférence et du Secrétariat	8
Article 17. Exposés du Secrétariat	9
<u>Chapitre V. Conduite des débats</u>	
Article 18. Quorum	9
Article 19. Pouvoirs généraux du président	9
Article 20. Discours	9

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Chapitre V. Conduite des débats (suite)</u>	
Article 21. Tour de priorité	10
Article 22. Motions d'ordre	10
Article 23. Limitation du temps de parole	10
Article 24. Clôture de la liste des orateurs	11
Article 25. Ajournement du débat	11
Article 26. Clôture du débat	11
Article 27. Suspension ou levée de la séance	11
Article 28. Ordre des motions de procédure	12
Article 29. Propositions et amendements	12
Article 30. Décisions sur la compétence	12
Article 31. Retrait des motions	13
Article 32. Remise en discussion des propositions	13
<u>Chapitre VI. Vote</u>	
Article 33. Droit de vote	13
Article 34. Majorité requise	13
Article 35. Sens de l'expression "représentants présents et votants"	14
Article 36. Scrutin	14
Article 37. Règles à observer pendant le vote	14
Article 38. Division des propositions et des amendements	14
Article 39. Vote sur les amendements	15
Article 40. Vote sur les propositions	15
Articles 41, 42 et 43. Elections	15
Article 44. Partage égal des voix	17
<u>Chapitre VII. Commissions</u>	
Article 45. Constitution de commissions	17
Article 46. Représentation aux grandes commissions	17

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
<u>Chapitre VII. Commissions (suite)</u>	
Article 47. Comité de rédaction	17
Article 48. Coordination assurée par le Bureau	18
Article 49. Bureaux des commissions	18
Article 50. Quorum	18
Article 51. Commissions : bureau, conduite des débats et scrutin ...	18
<u>Chapitre VIII. Langues et comptes rendus</u>	
Article 52. Langues officielles et langues de travail	19
Article 53. Interprétation de discours prononcés dans une des langues officielles	19
Article 54. Interprétation de discours prononcés dans une autre langue	19
Article 55. Comptes rendus analytiques	19
Article 56. Langues à utiliser pour les documents et pour les comptes rendus analytiques	20
<u>Chapitre IX. Séances publiques et séances privées</u>	
Article 57. Séances plénières et séances des commissions et des sous-commissions	20
Article 58. Séances des groupes de travail	20
Article 59. Communiqués à la presse	20
<u>Chapitre X. Observateurs</u>	
Article 60. Observateurs d'institutions spécialisées	21
Article 61. Observateurs d'organismes intergouvernementaux régionaux	21
Article 62. Observateurs d'organisations non gouvernementales	21

/...

CHAPITRE PREMIER

REPRESENTATION ET POUVOIRS

Composition des délégations

Article premier

La délégation de chaque Etat participant à la Conférence comprend un chef de la délégation et trois représentants accrédités au plus ainsi que les représentants suppléants et les conseillers qu'elle juge nécessaires.

Suppléants ou conseillers

Article 2

Un représentant suppléant ou un conseiller peut agir en qualité de représentant sur désignation du chef de la délégation intéressée.

Présentation des pouvoirs

Article 3

Les pouvoirs des représentants et le nom des suppléants et conseillers seront communiqués au secrétaire exécutif de la Conférence vingt-quatre heures au plus tard, si possible, après l'ouverture de la Conférence. Les pouvoirs doivent émaner, soit du chef de l'Etat ou du chef du gouvernement, soit du Ministre des affaires étrangères.

Commission de vérification des pouvoirs

Article 4

Une commission de vérification des pouvoirs est nommée au début de la Conférence. Elle comprend neuf membres, nommés par la Conférence sur proposition du président. Elle examine les pouvoirs des représentants et fait immédiatement rapport à la Conférence.

Participation provisoire à la Conférence

Article 5

En attendant que la Conférence statue sur leurs pouvoirs, les représentants ont le droit de participer provisoirement à la Conférence.

CHAPITRE II

PRESIDENT, VICE-PRESIDENTS, ETC.

Elections

Article 6

La Conférence élit un président et dix vice-présidents et procède à telles autres nominations qu'elle juge utiles. Les vice-présidents sont élus après l'élection des présidents des grandes commissions prévues à l'article 45. Ces nominations sont faites de manière à assurer le caractère représentatif du Bureau. La Conférence peut aussi procéder de la même façon aux autres nominations qu'elle juge nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche.

Président

Article 7

Le président préside les séances plénières de la Conférence.

Article 8

Le président, dans l'exercice de ses fonctions, demeure sous l'autorité de la Conférence.

Président par intérim

Article 9

Si le président s'absente pendant une séance ou une partie de séance, il charge un vice-président de le remplacer.

/...

Article 10

Un vice-président agissant en qualité de président a les mêmes pouvoirs et les mêmes devoirs que le président.

Remplacement du président

Article 11

Si le président se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses fonctions, un nouveau président est élu.

Non-participation du président aux votes

Article 12

Le président, ou un vice-président agissant en qualité de président, ne prend pas part aux votes, mais charge un autre membre de sa délégation de voter à sa place.

CHAPITRE III

BUREAU

Composition

Article 13

Il est constitué un Bureau, qui comprend le président et les vice-présidents de la Conférence, ainsi que le président de la grande commission ou les présidents des grandes commissions que la Conférence peut constituer conformément à l'article 45. Le président de la Conférence ou, en son absence, un vice-président désigné par lui préside le Bureau.

Remplaçants

Article 14

Si le président ou un vice-président de la Conférence est obligé de s'absenter pendant une séance du Bureau, il peut désigner un membre de sa délégation pour siéger et voter à sa place. Lorsque le président d'une grande commission s'absente,

/...

il désigne le vice-président de la commission pour le remplacer. Lorsque le vice-président appartient à la même délégation qu'un autre membre du Bureau, il n'a pas le droit de vote.

Fonctions

Article 15

Le Bureau assiste le président dans la conduite de l'ensemble des travaux de la Conférence et il en assure la coordination sous réserve des décisions de la Conférence.

CHAPITRE IV

SECRETARIAT

Fonctions du Secrétaire général, du secrétaire exécutif de la Conférence et du Secrétariat

Article 16

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est Secrétaire général de la Conférence. Le Secrétaire général ou son représentant agit en cette qualité à toutes les réunions de la Conférence et de ses commissions.

2. Le Secrétaire général nomme un secrétaire exécutif de la Conférence. Le Secrétaire général fournit et le secrétaire exécutif dirige le personnel nécessaire à la Conférence et à ses commissions.

3. Le Secrétariat est chargé de recevoir, traduire, reproduire et distribuer les documents, rapports et résolutions de la Conférence; d'assurer l'interprétation des discours prononcés au cours des séances; de rédiger et communiquer les comptes rendus des séances publiques, de conserver les documents dans les archives de l'Organisation des Nations Unies; de publier les comptes rendus des séances publiques; de distribuer tous les documents de la Conférence aux gouvernements participants et, d'une manière générale, d'assumer toutes autres tâches que la Conférence juge bon de lui confier.

Exposés du Secrétariat

Article 17

Le Secrétaire général, ou tout membre du Secrétariat désigné par lui à cette fin, peut présenter, oralement ou par écrit, des exposés sur toute question soumise à l'examen de la Conférence.

CHAPITRE V

CONDUITE DES DEBATS

Quorum

Article 18

Le quorum est constitué par les représentants de la majorité des Etats participant à la Conférence.

Pouvoirs généraux du président

Article 19

Outre l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu d'autres dispositions du présent règlement, le président prononce l'ouverture et la clôture de chaque séance plénière de la Conférence, dirige les discussions à ces séances, donne la parole, met les questions aux voix et proclame les décisions. Il statue sur les motions d'ordre et, sous réserve des dispositions du présent règlement, règle entièrement les débats et y assure le maintien de l'ordre. Le président peut proposer à la Conférence la limitation du temps de parole, la limitation du nombre d'interventions de chaque représentant sur une même question, la clôture de la liste des orateurs ou la clôture des débats. Il peut également proposer la suspension ou l'ajournement du débat sur la question en discussion.

Discours

Article 20

Personne ne peut prendre la parole à la Conférence sans avoir, au préalable, obtenu l'autorisation du président. Sous réserve des dispositions des articles 21

/...

et 22, le président donne la parole aux orateurs dans l'ordre où ils l'ont demandée. Le Secrétariat est chargé d'établir la liste des orateurs. Le président peut rappeler à l'ordre un orateur dont les remarques n'ont pas trait au sujet en discussion.

Tour de priorité

Article 21

Le président ou le rapporteur d'une commission ou le représentant d'une sous-commission ou d'un groupe de travail peuvent bénéficier d'un tour de priorité pour expliquer les conclusions de leur commission, sous-commission ou groupe de travail.

Motions d'ordre

Article 22

Au cours de la discussion d'une question quelconque, un représentant peut présenter une motion d'ordre et le président statue immédiatement sur cette motion conformément au règlement. Tout représentant peut en appeler de la décision du président. L'appel est immédiatement mis aux voix et, si elle n'est pas annulée par la majorité des représentants présents et votants, la décision du président est maintenue. Un représentant qui présente une motion d'ordre ne peut, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

Limitation du temps de parole

Article 23

La Conférence peut limiter le temps de parole de chaque orateur et le nombre des interventions de chaque représentant sur une même question. Lorsque les débats sont limités et qu'un représentant dépasse le temps qui lui est alloué, le président le rappelle immédiatement à l'ordre.

Clôture de la liste des orateurs

Article 24

Au cours d'un débat, le président peut donner lecture de la liste des orateurs et, avec l'assentiment de la Conférence, déclarer cette liste close. Il peut cependant accorder le droit de réponse à un représentant quelconque lorsqu'un discours prononcé après la clôture de la liste des orateurs rend cette décision souhaitable.

Ajournement du débat

Article 25

Au cours de la discussion d'une question, un représentant peut demander l'ajournement du débat sur la question en discussion. Outre l'auteur de la motion, deux orateurs peuvent prendre la parole en faveur de l'ajournement, et deux contre, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Le président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu du présent article.

Clôture du débat

Article 26

A tout moment, un représentant peut demander la clôture du débat sur la question en discussion, même si d'autres représentants ont manifesté le désir de prendre la parole. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la clôture du débat n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est immédiatement mise aux voix. Si la Conférence approuve la motion, le président prononce la clôture de la discussion. Le président peut limiter la durée des interventions permises aux représentants en vertu du présent article.

Suspension ou levée de la séance

Article 27

Pendant la discussion d'une question quelconque, un représentant peut demander la suspension ou la levée de la séance. Les motions de cette nature

/...

ne sont pas discutées, mais sont immédiatement mises aux voix. Le président peut limiter la durée de l'intervention du représentant qui propose la suspension ou la levée de la séance.

Ordre des motions de procédure

Article 28

Sous réserve des dispositions de l'article 22, les motions suivantes ont priorité, dans l'ordre indiqué ci-après, sur toutes les autres propositions ou motions présentées :

- a) Suspension de la séance;
- b) Levée de la séance;
- c) Ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) Clôture du débat sur la question en discussion.

Propositions et amendements

Article 29

Les propositions et les amendements présentés à la Conférence sont normalement remis par écrit au secrétaire exécutif de la Conférence, qui les communique aux délégations. En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix, à une séance quelconque, si le texte n'en a pas été communiqué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance. Le président peut cependant autoriser la discussion et l'examen d'amendements ou de motions de procédure, même si ces amendements ou motions n'ont pas été communiqués ou ne l'ont été que le jour même.

Décisions sur la compétence

Article 30

Sous réserve des dispositions de l'article 22, toute motion tendant à ce qu'il soit statué sur la compétence de la Conférence pour examiner une question quelconque ou adopter une proposition ou un amendement qui lui est soumis est mise aux voix avant l'examen de la question ou le vote sur la proposition ou l'amendement en cause.

/...

Retrait des motions

Article 31

Une motion qui n'a pas encore été mise aux voix et qui n'a pas fait l'objet d'un amendement peut, à tout moment, être retirée par son auteur. Une motion qui est ainsi retirée peut être présentée à nouveau par tout représentant.

Remise en discussion des propositions

Article 32

Lorsqu'une proposition est adoptée ou rejetée, elle ne peut être examinée à nouveau, sauf décision contraire de la Conférence prise à la majorité des deux tiers des représentants présents et votants. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion tendant à un nouvel examen n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la motion, après quoi elle est immédiatement mise aux voix.

CHAPITRE VI

VOTE

Droit de vote

Article 33

Chaque Etat représenté à la Conférence dispose d'une voix.

Majorité requise

Article 34

1. A moins qu'il en soit décidé autrement, les décisions de la Conférence sur toutes les questions de fond sont prises à la majorité simple des représentants présents et votants.
2. Les décisions de la Conférence sur les questions de procédure sont prises à la majorité des représentants présents et votants.
3. Le cas échéant, le président de la Conférence statue sur le point de savoir s'il s'agit d'une question de procédure ou d'une question de fond. Si un

/...

représentant en appelle de cette décision, l'appel est immédiatement mis aux voix et, si elle n'est pas annulée par la majorité des représentants présents et votants, la décision du président est maintenue.

Sens de l'expression "représentants présents
et votants"

Article 35

Aux fins du présent règlement, l'expression "représentants présents et votants" s'entend des représentants présents et votant pour ou contre. Les représentants qui s'abstiennent de voter sont considérés comme non votants.

Scrutin

Article 36

La Conférence vote normalement à main levée, ou par assis et levé, mais tout représentant peut demander le vote par appel nominal. L'appel sera fait dans l'ordre alphabétique anglais des noms des Etats participant à la Conférence, en commençant par la délégation dont le nom est tiré au sort par le président.

Règles à observer pendant le vote

Article 37

Lorsque le président a annoncé que le scrutin commence, aucun représentant ne peut interrompre le scrutin, sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre ayant trait au déroulement du scrutin en question. Le président peut permettre aux représentants d'expliquer leur vote, soit avant, soit après le scrutin, sauf lorsque le vote a lieu au scrutin secret. Le président peut limiter la durée de ces explications.

Division des propositions et des amendements

Article 38

Tout représentant peut demander que des parties d'une proposition ou d'un amendement soient mises aux voix séparément. S'il est fait objection à la demande

/...

de division, la motion de division est mise aux voix. L'autorisation de prendre la parole au sujet de la motion de division n'est accordée qu'à deux orateurs pour et deux orateurs contre. Si la motion de division est acceptée, les parties de la proposition ou de l'amendement adoptées sont mises aux voix en bloc. Si toutes les parties du dispositif d'une proposition ou d'un amendement ont été repoussées, la proposition ou l'amendement sont considérés comme repoussés dans leur ensemble.

Vote sur les amendements

Article 39

Lorsqu'une proposition fait l'objet d'un amendement, l'amendement est mis aux voix en premier lieu. Si une proposition fait l'objet de deux ou plusieurs amendements, la Conférence vote d'abord sur celui qui s'éloigne le plus, quant au fond, de la proposition primitive. Elle vote ensuite sur l'amendement qui, après celui-ci, s'éloigne le plus de ladite proposition, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été mis aux voix. Toutefois, lorsque l'adoption d'un amendement implique nécessairement le rejet d'un autre amendement, ce dernier n'est pas mis aux voix. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, on vote ensuite sur la proposition modifiée. Une motion est considérée comme un amendement à une proposition si elle ne représente qu'une addition, une suppression ou une modification partielle intéressant cette proposition.

Vote sur les propositions

Article 40

Si la même question fait l'objet de deux ou plusieurs propositions, la Conférence, à moins qu'elle n'en décide autrement, vote sur ces propositions selon l'ordre dans lequel elles ont été présentées.

Elections

Article 41

Toutes les élections ont lieu au scrutin secret à moins que la Conférence n'en décide autrement.

/...

Article 42

1. Lorsqu'il s'agit d'élire une seule personne ou une seule délégation et qu'aucun candidat ne recueille au premier tour la majorité des voix des représentants présents et votants, on procède à un second tour de scrutin, mais le vote ne porte plus que sur les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix. Si les deux candidats recueillent le même nombre de voix à ce second tour, le président décide entre eux en tirant au sort.

2. S'il y a, au premier tour, partage égal des voix entre trois ou plus de trois candidats qui recueillent le plus grand nombre de voix, on procède à un second tour de scrutin. Si plus de deux candidats obtiennent le même nombre de voix, on ramène le nombre des candidats à deux en tirant au sort, et le vote, qui ne porte plus que sur ces deux candidats, continue conformément aux dispositions du paragraphe précédent.

Article 43

Quand deux ou plusieurs postes doivent être pourvus par voie d'élection en même temps et dans les mêmes conditions, les candidats qui, au premier tour, obtiennent la majorité des voix des représentants présents et votants sont élus. Si le nombre des candidats obtenant cette majorité est inférieur au nombre des personnes ou des délégations à élire, on procède à d'autres tours de scrutin afin de pourvoir les postes encore vacants, le vote ne portant que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de suffrages au scrutin précédent et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir; toutefois, après le troisième tour de scrutin non décisif, les représentants ont le droit de voter pour toute personne ou délégation éligible. Si trois tours de scrutin ont lieu selon cette dernière procédure sans donner de résultats, les trois scrutins suivants ne portent plus que sur les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix au troisième des scrutins ayant eu lieu selon la procédure ci-dessus et dont le nombre ne doit pas dépasser le double de celui des postes restant à pourvoir; aux trois tours de scrutin suivants, les représentants ont de nouveau le droit de voter pour toute personne ou délégation éligible, et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les postes aient été pourvus.

/...

Partage égal des voix

Article 44

En cas de partage égal des voix lors d'un vote ne portant pas sur des élections, la proposition est considérée comme repoussée.

CHAPITRE VII

COMMISSIONS

Constitution de commissions

Article 45

Outre le Bureau et la Commission de vérification des pouvoirs, la Conférence constitue une ou plusieurs grandes commissions qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement de ses fonctions. Chaque commission peut constituer des sous-commissions ou des groupes de travail.

Représentation aux grandes commissions

Article 46

Chaque Etat participant à la Conférence peut se faire représenter par une seule personne à chaque grande commission. Il peut affecter à ces commissions les représentants suppléants et les conseillers qu'il juge nécessaires.

Comité de rédaction

Article 47

La Conférence peut nommer, sur proposition du Bureau, un comité de rédaction. Ce comité donne les conseils de rédaction demandés par les autres commissions et par la Conférence et coordonne et revoit la rédaction de tous les textes adoptés.

Coordination assurée par le Bureau

Article 48

1. Le Bureau peut se réunir de temps à autre pour examiner la marche des travaux de la Conférence et de ses commissions et pour formuler des recommandations tendant à la faciliter. Le Bureau se réunit également chaque fois que le président le juge nécessaire ou à la demande d'un autre de ses membres.

2. Les questions concernant la coordination de leurs travaux peuvent être renvoyées par d'autres commissions au Bureau, qui peut prendre les dispositions qu'il juge appropriées en ce qui concerne, notamment, la tenue de réunions communes de commissions ou de sous-commissions et la constitution de groupes de travail communs. Le Bureau désigne ou fait désigner le président de tout organe commun de cette nature.

Bureaux des commissions

Article 49

Exception faite du Bureau, chaque commission ou sous-commission élit son propre bureau.

Quorum

Article 50

Le quorum est constitué par la majorité des représentants à la commission ou sous-commission.

Commissions : bureau, conduite des débats et scrutin

Article 51

Les règles énoncées aux chapitres II, V et VI ci-dessus s'appliquent mutatis mutandis aux débats des commissions et sous-commissions, si ce n'est que les décisions des commissions et sous-commissions sont prises à la majorité des représentants présents et votants, étant toutefois entendu que, s'agissant de la remise en discussion de propositions ou d'amendements, la majorité requise est celle que prescrit l'article 32.

/...

CHAPITRE VIII

LANGUES ET COMPTES RENDUS

Langues officielles et langues de travail

Article 52

L'anglais, le chinois, l'espagnol, le français et le russe sont les langues officielles de la Conférence. L'anglais, l'espagnol, le français et le russe sont les langues de travail.

Interprétation de discours prononcés dans une des langues officielles

Article 53

Les discours prononcés dans l'une des langues officielles sont interprétés dans les autres langues officielles.

Interprétation de discours prononcés dans une autre langue

Article 54

Tout représentant peut prendre la parole dans une langue autre que les langues officielles. Dans ce cas, il assure l'interprétation dans l'une des langues de travail. Les interprètes du Secrétariat peuvent prendre pour base de leur interprétation dans les autres langues de travail l'interprétation faite dans la première langue de travail utilisée.

Comptes rendus analytiques

Article 55

Le Secrétariat établit un compte rendu analytique des séances plénières de la Conférence et des séances des grandes commissions de la Conférence. Il envoie ce compte rendu aussitôt que possible à tous les représentants, qui l'informent, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter du jour de la distribution du compte rendu, de toutes modifications qu'ils désirent y voir apporter.

Langues à utiliser pour les documents et pour les
comptes rendus analytiques

Article 56

Les documents importants de la Conférence sont publiés dans les langues officielles. Les autres documents et les comptes rendus analytiques sont publiés dans les langues de travail de la Conférence.

CHAPITRE IX

SEANCES PUBLIQUES ET SEANCES PRIVEES

Séances plénières et séances des commissions et des
sous-commissions

Article 57

Les séances plénières de la Conférence et les séances des commissions et des sous-commissions sont publiques à moins que l'organe intéressé n'en décide autrement.

Séances des groupes de travail

Article 58

Les séances des sous-commissions ou des groupes de travail sont privées, à moins que l'organe intéressé n'en décide autrement.

Communiqués à la presse

Article 59

A la fin de toute séance privée, un communiqué peut être remis à la presse par l'intermédiaire du secrétaire exécutif.

CHAPITRE X

OBSERVATEURS

Observateurs d'institutions spécialisées

Article 60

1. Les observateurs des institutions spécialisées compétentes peuvent participer, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence et de ses grandes commissions sur l'invitation du président de la Conférence ou de la commission, selon le cas, pour ce qui est des questions qui sont de leur ressort.

2. Le Secrétariat distribue aux délégations à la Conférence les exposés écrits de ces institutions spécialisées.

Observateurs d'organismes intergouvernementaux régionaux

Article 61

Les observateurs des organismes intergouvernementaux régionaux invités à la Conférence peuvent participer, sans droit de vote, aux délibérations de la Conférence et de ses grandes commissions sur l'invitation du président de la Conférence ou de la commission, selon le cas, pour ce qui est des questions qui sont de leur ressort et peuvent, avec l'autorisation du président, distribuer par l'intermédiaire du Secrétariat des exposés écrits concernant des questions des droits de l'homme qui figurent à l'ordre du jour de la Conférence.

Observateurs d'organisations non gouvernementales

Article 62

Les observateurs des organisations non gouvernementales invitées à la présente Conférence peuvent, avec l'autorisation du Bureau, distribuer par l'intermédiaire du Secrétariat des exposés écrits de caractère général concernant des questions des droits de l'homme qui figurent à l'ordre du jour de la Conférence.
